

Le grand témoin

« Les aspirations à un habitat plus écolo sont anciennes et diverses »

Sophie Nemoz est enseignante-chercheuse, maître de conférences de sociologie et d'anthropologie à l'Université Marie et Louis Pasteur, Maison des sciences humaines et environnementales de Besançon.



Photo fournie



Pour Sophie Nemoz, le secteur du logement manque de main-d'œuvre pour avancer dans les mises aux normes, les programmes de rénovation, etc. Photo Adobe Stock

Vous questionnez le lien entre habitat et environnement depuis une vingtaine d'années. Quelles évolutions avez-vous relevées ?

« Plusieurs dimensions qui m'apparaissent intéressantes. La première, c'est l'aspiration à un logement plus écologique, qui n'est pas une aspiration nouvelle à proprement parler. Voilà plus de 50 ans que cela est documenté, à vrai dire, avant même que des normes viennent encadrer ces questions. »

Cette aspiration s'est traduite de quelle manière ?

« Il existe différents éléments : tout d'abord, on peut considérer qu'habitat écologique et ruralité sont liés. Cela, alors que bien entendu, un habitat rural n'est pas nécessairement plus respectueux de l'environnement qu'un autre... Cependant, cette idée a conduit par exemple au mouvement des néoruraux, notamment dans les années 60 et 70 mais aussi plus récemment, avec une distinction sociale à la suite de la pandémie de Covid-19. Ces mouvements répondent souvent à des problématiques intimes, pas

seulement à la volonté d'être plus écolo. C'est par exemple un enfant à naître qui va déclencher les choses, ou encore la maladie d'un proche. Il y a derrière cela l'idée que le respect de l'environnement fait aussi sens pour la santé. »

Existe-t-il d'autres dimensions ?

« La seconde grande dimension qui m'apparaît remarquable est celle du rapport aux risques liés au changement climatique : catastrophes naturelles, inondations, sécheresses, etc. Mais aussi des risques systémiques comme les phénomènes de retrait-gonflement liés aux sols argileux. Ces phénomènes sont dits naturels mais avec l'effet combiné du réchauffement du climat et le taux d'artificialisation des sols que nous connaissons et qui continue à progresser, le risque induit atteint des proportions très importantes : cela concerne tout de même plus de la moitié des maisons individuelles en France. »

Ce rapport au risque est-il réellement nouveau ?

« Disons qu'il y a 15 ou 20 ans, il était ressenti de manière plus

diffuse, il était perçu moins présent. Aujourd'hui, il y a une affirmation du lien entre respect de l'environnement et protection. »

J'imagine que l'aspiration écologique n'est pas le seul facteur qui entre en ligne de compte...

« C'est exact. Il y a même un dilemme fondamental qui doit être tranché en matière d'habitat : acheter en ville est beaucoup plus coûteux en raison du prix du foncier, mais se tourner vers le secteur rural pose la question des transports et de leur coût, environnemental, temporel et financier d'ailleurs. »

L'enjeu central n'est-il pas celui des coûts justement ?

« Pas seulement. Mais il existe bien entendu. Les préoccupations liées à l'isolation des bâtiments ainsi qu'au chauffage montent ainsi en puissance de manière très importante depuis le début du XXI^e siècle. Plusieurs facteurs y participent : l'effet d'affichage des normes, DPE par exemple, la communication autour des passoires, des bouilloires thermiques, etc. »

Les réglementations et politiques incitatives qui encadrent aujourd'hui ces questions ne produisent pas totalement les effets escomptés. Comment

l'expliquer ?

« Ce qui ressort des enquêtes que j'ai pu conduire, c'est le fait que l'achat d'un logement implique une visibilité de long terme, compte tenu de l'importance des investissements consentis, les normes et les aides ne présentent pas suffisamment de linéarité et de clarté et sont souvent perçues comme trop complexes. Sans parler du fait que certains leviers, comme le recours à des matériaux biosourcés par exemple – terre crue, ouate de cellulose, etc. – ont mis beaucoup de temps à entrer dans les réglementations. Certains acquéreurs ont d'ailleurs sauté le pas sans attendre les aides, soit en réalisant eux-mêmes les travaux, soit en faisant appel à des professionnels qui avaient développé ces techniques. Les incitations – aides et règles – ne sont donc pas les seuls déclencheurs. »

Quels autres freins peuvent-on relever ?

« Le manque de professionnels ! C'est un secteur qui, pour faire face, doit monter en puissance. Or, la question de l'emploi y est très prégnante. Plusieurs explications à cela : ce sont des emplois réputés difficiles et la succession des crises, depuis 2009, n'a pas facilité leur développement dans les proportions qui seraient requises. »

« Le soutien aux politiques de l'emploi dans le secteur me semble absolument nécessaire. »

On entend également beaucoup parler de l'effet frein de certaines réglementations, comme l'interdiction à venir de louer des logements classés F ou G. Qu'en pensez-vous ?

« C'est l'argument des bailleurs en effet. Mais de quel habitat parle-t-on ? Peut-on y vivre dignement ? »

Comment le secteur de la construction est-il impacté par l'émergence de nouvelles normes en matière d'habitat ?

« Le secteur est relativement contraint, je pense notamment aux effets de la loi Zéro artificialisation nette (ZAN). Ils sont censés limiter la destruction des sols. Néanmoins cela se poursuit à un rythme important dans notre pays. De mon point de vue, en enquêtant non seulement les logements neufs mais aussi existants, l'enjeu est sans doute plus du côté des programmes de rénovation avec les questions qu'ils posent : quid de l'habitat social puisque l'on détruit beaucoup sans en mesurer encore tous les effets ? Quid des discriminations dans l'accès au logement ce qui constitue une problématique au cœur des enjeux pour l'habitat de demain. »

Tout de même, cela ne va pas très vite...

« De fait, on constate une certaine lenteur dans les mises aux normes, les programmes de rénovations, etc. La difficulté vient aussi du fait que ces chantiers nécessitent des interventions sur-mesure : il ne s'agit pas de faire table rase du passé. Et puis il faut des artisans pour conduire ces chantiers, j'y reviens ! Le soutien aux politiques de l'emploi dans le secteur me semble absolument nécessaire. C'est l'une des clés. »

● **Propos recueillis par Hervé Boggio**

« On constate une certaine lenteur dans les mises aux normes, les programmes de rénovations... »